DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N°

TITRE : RESEAUX D'ASSAINISSEMENT

VISA :
- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu l'Article 11.2 du Règlement Intérieur du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie applicable au 28 février 2017,
- Vu le Règlement Intérieur du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie applicable au 28 février 2017,
- Vu la délibération n° 16-A-044 du Conseil d'Administration du 14 octobre 2016 relative aux réseaux d'assainissement des collectivités territoriales,
- Vu les (les) demande(s) présentée(s) par le (les) maître(s) d'ouvrage,

Le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d'Administration, décide :

Article 1 :

L'Agence apporte une participation financière pour les opérations reprises en annexe à la présente décision et selon les modalités qui y sont indiquées. Le montant de l'engagement s'établit à :

<table>
<thead>
<tr>
<th>2 dossiers d'interventions</th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Montant cumulé sous forme de subvention</td>
<td>14 236,00 €</td>
</tr>
<tr>
<td>Montant cumulé sous forme d'avance convertible en subvention</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Montant cumulé sous forme d'avance remboursable</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Montant total</td>
<td>14 236,00 €</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Article 2 :

Le montant des participations financières est imputé sur la ligne de Programme X120.

Par délégation

Le Directeur Général Adjoint

Marcus AGBEKODO

Bertrand GALTIER
<table>
<thead>
<tr>
<th>Nr de dossier</th>
<th>Nom du maître d'ouvrage</th>
<th>Opérations</th>
<th>Montant prévisionnel de l'opération (€)</th>
<th>Participation financière (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Objet</td>
<td>HT/HTC</td>
<td>Montant</td>
</tr>
<tr>
<td>30443.00</td>
<td>METROPOLE EUROPEENNE DE</td>
<td>Travaux d'extension de la collecte</td>
<td>WAVRIN : Hameau Pierrette (rue Carnot prolongée)</td>
<td>126 000</td>
</tr>
<tr>
<td>98228.00</td>
<td>COMMUNAUTE DE COMMUNES</td>
<td>Etude d'accompagnement au transfert des compétences Eau et Assainissement en 2018</td>
<td>Communauté de communes du Plateau Picard</td>
<td>77 820</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>DU PLATEAU PICARD</td>
<td></td>
<td></td>
<td>TOTAL</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*S : Subvention*
ANNEXE A LA DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N° VALANT ACTE D’ATtribution

- Vu la délibération n° 16-A-044 du Conseil d’Administration du 14 octobre 2016 relative aux réseaux d’assainissement des collectivités territoriales,

**BENEFICIAIRE :** 02470- METROPOLE EUROPEENNE DE LILLE
**DOSSIER :** 30643.00
**HOTEL DE LA COMMUNAUTE**
**59034 LILLE CEDEX**
**1 RUE DU BALLON**
**BP 749**
**SIRET :** 24590041000011
**Représentant légal :** Damien CASTELAIN, Président

**TITRE I - CONDITIONS PARTICULIERES**

**ARTICLE 1 : DESCRIPTION ET CARACTERISTIQUES DES OPERATIONS PREVUES**

**Définition :**
Travaux d'extension de la collecte

**Localisation :**
WAVRIN : Hameau Pierrette (rue Carnot prolongée)

**éléments caractéristiques :**
Les travaux comprendront la mise en place d'un réseau séparatif Eaux usées en PVC diamètre 200mm sur environ 240m et la pose de 7 boîtes de branchements

**ARTICLE 2 : MONTANT DES OPERATIONS**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nature des dépenses</th>
<th>Montant Prévisionnel ($)</th>
<th>HT ou TTC</th>
<th>Montant prévisionnel éligible ($)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Travaux d'extension de la collecte</td>
<td>126 000,00</td>
<td>HT</td>
<td>126 000,00</td>
</tr>
<tr>
<td>Total</td>
<td>126 000,00</td>
<td></td>
<td>126 000,00</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**ARTICLE 3 : NATURE ET MONTANT DE LA PARTICIPATION FINANCIERE**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nature</th>
<th>Montant prévisionnel finançable ($)</th>
<th>Plafonné oui / non</th>
<th>Participation financière ($)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>S : Subvention</td>
<td>42 000,00</td>
<td>O</td>
<td>20,00</td>
</tr>
<tr>
<td>Total</td>
<td></td>
<td></td>
<td>8 400,00</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Montant de la participation financière maximale : HUIT MILLE QUATRE CENT EUROS*

**ARTICLE 4 : OBLIGATIONS PARTICULIERES DU MAITRE D’OUVRAGE**

Lorsque les obligations prévues au présent article sont plus précises ou contraignantes que certaines des obligations reprises au Titre 2 (Conditions Générales au verso) elles se substituent de plein droit pour les obligations concernées. Les autres dispositions du titre 2 demeurent applicables.

Le Maître d’Ouvrage s’engage :
- à appliquer les clauses indiquées par l’Agence ainsi qu’à réaliser le chantier avec application de la Charte de Qualité des Réseaux d’Assainissement ou un système d’assurance qualité défini par le Maître d’Ouvrage ou le Maître d’Œuvre et accepté par l’Agence.
- à faire réaliser les épreuves préalables à la réception prévues par l’arrêté du 21 juillet 2015 fixant les prescriptions techniques relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux art. L.2224-8 et 10 du CGCT :
  - sondages préliminaires,
  - essais au pénétromètre : norme XP P 94-063, norme XP P 94-105 (linéaire : 1 essai de flanc par tronçon - regards de visite : 1 essai sur 3 - canalisations de branchement : 1 essai sur 5) sauf cas de fonçage. Pour l’utilisation de coulis auto compactant, il sera demandé un essai d’homogénéité (document CERTU de décembre 1997). En cas d’utilisation de gravettes (D inférieur ou égal à 22 mm) en enrobage, la présence d’une nappe (permanente ou temporaire) devra être dûment justifiée par une étude.
  - pour tubage et/ou chemisage total ou partiel: pas d’essais au pénétromètre.
  - épreuves d’étanchéité à l’air ou à l’eau sur la totalité du linéaire (avant reprise des branchements dans le cas de réhabilitation du collecteur par chemisage), des branchements sous voie publique et des ouvrages annexes (regards de visite, boîtes de branchement) : norme NF EN 1610,
  - passage caméra sur la totalité du linéaire de canalisation principale (ou inspection visuelle pour les gros diamètres) et branchements : norme NF EN 13506-2.
- épreuves préalables prévues au CCTG 71 pour les conduites de refoulement et un essai de compactage de flanc tous les 200 mètres linéaires.

Le M.O. s'engage à appliquer les prescriptions techniques du fascicule 70 et les normes s'y rapportant (sauf dérogation indiquée dans le CCTP) ainsi qu'à faire appel, pour les essais de réception, à un organisme accrédité COFRAC ou par des organismes d'accréditation signataires des accords dits "European Accreditation" ou à des organismes ayant fourni la preuve de leur conformité aux normes NF EN 45000.

Il sera établi un bilan de chantier qualité selon le modèle fourni par l'Agence.

En cas de participations financières complémentaires de l'Etat et/ou du département, la Collectivité s'engage à en informer l'Agence en lui transmettant les montants respectifs de ces co-financements. La participation financière de l'Agence reprise au présent document est prévisionnelle et pourra être réduite conformément aux délibérations en vigueur.
TITRE II - CONDITIONS GENERALES

ARTICLE 6 : ENTREE EN VIGUEUR DE L’ACTE D’ATTRIBUTION
L’entrée en vigueur est fixée à la date de la notification du présent acte d’attribution par l’Agence au Maître d’ouvrage.

ARTICLE 6 : MODIFICATION EN COURS D’EXECUTION
Le Maître d’ouvrage ne procède à aucune modification des opérations définies dans le présent acte d’attribution sans autorisation préalable de l’Agence. Le Maître d’ouvrage doit informer l’Agence de toute modification de statut ou d’adresse le concernant ; en fonction, l’Agence peut prendre toutes dispositions adaptées. A défaut, ces modifications ne sont pas opposables à l’Agence.

ARTICLE 7 : CONTROLE DES OPERATIONS
L’Agence peut contrôler ou faire contrôler par un organisme de son choix la bonne exécution des opérations et leur conformité par rapport au projet financier. Cette vérification peut être réalisée sur pièces ou sur place, lors de l’exécution des opérations, ou après leur réalisation.

ARTICLE 8 : UTILISATION DES RESULTATS ET SUITE DONNEE AUX OPERATIONS
Le Maître d’Ouvrage s’engage à fournir à l’Agence tous renseignements utiles ou nécessaires à son information et autorise l’Agence à utiliser les résultats des études, essais, mesures ou expériences réalisés dans le cadre des opérations financées.
L’Agence s’engage à maintenir confidentielles les informations signalées comme telles par le Maître d’Ouvrage et dont elle aurait pu avoir connaissance au cours de la réalisation des opérations, à l’exception des données relatives aux rejets dans le milieu naturel.

ARTICLE 9 : DELAI DE DEMARRAGE DES OPERATIONS
Le Maître d’ouvrage s’engage à commencer l’exécution des opérations dans un délai maximum d’un an à compter de la notification du présent acte d’attribution. À défaut, l’acte d’attribution peut être résilié par décision unilatérale de l’Agence, après mise en demeure

ARTICLE 10 : DELAI D’ACHEVEMENT DES OPERATIONS
Le Maître d’ouvrage s’engage à achever les opérations et à fournir les pièces justificatives nécessaires au paiement de la participation financière dans un délai maximal de 3 ans à compter de la notification du présent acte d’attribution, sauf disposition contraire prévue dans les obligations particulières au titre I. Au-delà de ce délai, l’Agence pourra le déclaraer caduc.

ARTICLE 11 : MODALITE DE PAIEMENT
Aucun paiement ne peut être effectué, si à cette date, le Maître d’Ouvrage n’a pas payé toutes les sommes dues à l’Agence, exigées par celle-ci et dont la date limite de paiement est dépassée.

Les versements sont effectués sur présentation par le maître d’ouvrage d’un Relevé d’Identité Bancaire (RIB) et selon les modalités suivantes :

A) Pour les participations financières inférieures à 20 000 €, il n’est pas procédé à un versement d’acompte.

B) Pour les participations financières dont le montant est compris entre 20 000 € et 150 000 €, un acompte égal à 50 % du montant maximal de la participation financière est versé à la demande du maître d’ouvrage sur présentation d’un état d’avancement, précisant le date de démarrage des opérations, établi ou approuvé par le Maître d’Ouvrage et justifiant d’une réalisation d’au moins 50 % des opérations prévues.

C) Pour les opérations dont le déroulement est prévu par tranche aux articles 2 et 4 des conditions particulières du présent acte d’attribution, chaque tranche d’opérations sera l’objet d’un paiement unique sous forme d’acompte à la demande du maître d’ouvrage sur présentation d’un état de réalisation des opérations établi ou approuvé par le Maître d’Ouvrage et justifiant de la réalisation de cette tranche. Le solde sera versé après la réalisation de la dernière tranche des opérations.

Le solde de la participation financière est versé à la demande du maître d’ouvrage sur présentation d’un état des dépenses effectuées, reprenant notamment l’identification des entreprises ayant réalisé les opérations, le numéro et la date de chaque facture ou le décompte général définitif pour les marchés publics de travaux, la nature et le montant des dépenses. Cet état est certifié exact par le Maître d’Ouvrage et conforme à sa comptabilité. Il est signé par le Maître d’Ouvrage ou son représentant dûment délégué (signature, nom et qualité du signataire, cachet du Maître d’Ouvrage). L’Agence se réserve le droit de demander la production de factures, la justification de leur règlement.

Le paiement du solde de la participation financière est effectué au vu d’un certificat administratif établi par les services de l’Agence et visé par l’ordonnateur de l’Agence, constatant la réception et la conformité des pièces nécessaires au paiement et la réalisation conforme des opérations.

ARTICLE 12 : OBLIGATIONS D’ENTRETIEN
Le Maître d’ouvrage s’engage à utiliser et à entretenir conformément aux règles de l’art les installations financées par l’Agence dès leur mise en service, et accepter tout contrôle de l’Agence ou de ses mandataires à cet effet. A défaut du respect de cette obligation pendant une durée minimale de 7 ans, l’Agence pourra décider le remboursement de la participation financière versée en appliquant un abattement de 14,3 % par période de 12 mois consécutifs de fonctionnement normal constaté.

ARTICLE 13 : LITIGES
Les litiges qui peuvent intervenir à l’occasion de l’application du présent acte d’attribution relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Lille, 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 Lille Cedex. Tel : 03 59 54 23 42, Fax : 03 59 54 24 45.

Le Directeur Général de l’Agence
Par délégation
Le Directeur Général Adjoint
Marcus AGBEKODO
Bertrand GALTIER
**Fiche :** RS002  
**Dossier :** 3064300  
**Priorité :** P2 ferme  
**Ligne :** X120  
**Domaine :** 2  
**Interlocuteur :** 02470

10369 - HOUPLIN ANCOISNE SE (HOUPLIN-ANCOISNE) [STATION D'ÉPURATION URBAINE]

<table>
<thead>
<tr>
<th>Masse(s) d'eau principale(s)</th>
<th>Etat Actuel</th>
<th>Objectif</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>AR32 - DEULE CANALISÉE DE LA CONFLUENCE AVEC LE CANAL D' AIRE A LA CONFLUENCE AVEC LA LYS</td>
<td>Mauvais (écol) 2013</td>
<td>Objectif moins strict (écol) 2027</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Contexte du projet :**
Conformément à son zonage d'assainissement, la Métropole Européenne de Lille souhaite étendre sa collecte à ce secteur non encore desservi par un réseau d'assainissement car ces habitations étaient isolées du reste de la commune par la voie SNCF. Le réseau qui sera posé est un réseau séparatif eaux usées et il permettra le raccordement de 7 logements à la station d'épuration d'Houplin Ancoisne.

**Localisation :**
WAVRIN : Hameau Pierrette (route Carnot prolongée)

**Eléments caractéristiques du projet :**
Les travaux comprendront la mise en place d'un réseau séparatif Eaux usées en PVC diamètre 200mm sur environ 240ml et la pose de 7 boites de branchements.

<table>
<thead>
<tr>
<th>Dépôt de la demande</th>
<th>Démarrage prévisionnel</th>
<th>Fin prévisionnelle</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>06/04/2017</td>
<td>19/05/2017</td>
<td>05/04/2020</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Cofinancement :** Aucun.
**Garantie financière :** N

**Montant total de l'opération**
- 126 000,00 €

**Montant éligible**
- 126 000,00 €

**Montant financement retenu**
- 42 000,00 €

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nature</th>
<th>Montant prévisionnel financement (€)(**)</th>
<th>Plafonné</th>
<th>HT / TTC</th>
<th>Taux ou forfait</th>
<th>Montant maximal</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>S 0 0 0 - Subvention</td>
<td>42 000,00 €</td>
<td>X</td>
<td>HT</td>
<td>20,00 %</td>
<td>8 400,00 €</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**TOTAL (€)**
- 8 400,00 €

(**) Si Montant financement, soit Montant financement2

**Indicateurs de programme**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Contribution</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>7</td>
</tr>
<tr>
<td>1,46</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Obligations particulières du maître d'ouvrage :**
Condition-type Extens réseaux (eau > 1 €)
AGENCE DE L’EAU
ARTOIS-PICARDIE

ANNEXE A LA DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N°
VALANT ACTE D’ATTRIBUTION

- Vu la délibération n° 16-A-044 du Conseil d’Administration du 14 octobre 2016 relative aux réseaux d’assainissement des collectivités territoriales,

BENEFICIAIRE : A3167- COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PLATEAU PICARD ESPACE DE BAYNAST 140 RUE VERTE 60130 LE PLESSIER SUR ST JUST DOSSIER : 99028.00
SIRET : 24600056800025
Représentant légal : Frans DESMEDT, Président

TITRE I - CONDITIONS PARTICULIERES

ARTICLE 1 : DESCRIPTION ET CARACTERISTIQUES DES OPERATIONS PREVUES

Définition :
Etude d’accompagnement au transfert des compétences Eau et Assainissement en 2018. Le montant de la dépense financable est établie sur la base d’un ratio de 15% du montant total éligible (part de population repris sur le bassin Artois-Picardie), soit 11 673 € (77 820 € x 15%)

Localisation :
Communauté de communes du Plateau Picard

Eléments caractéristiques :
Tranche ferme :
Phase 1 : Etat des lieux et diagnostics des services,
Phase 2 : Situation au regard de l’objectif de qualité du service type et mise à niveau des services,
Phase 3 : Proposition des modalités de transfert de compétences.

Tranches conditionnelles: accompagnement et préparation à la mise en œuvre du transfert de compétence et Suivi.

ARTICLE 2 : MONTANT DES OPERATIONS

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nature des dépenses</th>
<th>Montant Prévisionnel (€)</th>
<th>HT ou TTC</th>
<th>Montant prévisionnel éligible (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Etude d’accompagnement au transfert des compétences Eau et Assainissement en 2018. Le montant de la dépense financable est établie sur la base d’un ratio de 15% du montant total éligible (part de population repris sur le bassin Artois-Picardie), soit 11 673 € (77 820 € x 15%)</td>
<td>77 820,00</td>
<td>HT</td>
<td>77 820,00</td>
</tr>
<tr>
<td>Total</td>
<td>77 820,00</td>
<td></td>
<td>77 820,00</td>
</tr>
</tbody>
</table>

ARTICLE 3 : NATURE ET MONTANT DE LA PARTICIPATION FINANCIERE

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nature</th>
<th>Montant prévisionnel financable (€)</th>
<th>Plafonné oui / non</th>
<th>Participation financière (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>S : Subvention</td>
<td>11 673,00</td>
<td>0</td>
<td>50,00</td>
</tr>
<tr>
<td>Total</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Montant de la participation financière maximale : CINQ MILLE HUIT CENT TREnte SIX EUROS

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS PARTICULIERES DU MAITRE D’OUVRAGE

Lorsque les obligations prévues au présent article sont plus précises ou contraignantes que certaines des obligations reprises au Titre 2 (Conditions Générales au verso) elles se substituent de plein droit pour les obligations concernées. Les autres dispositions du titre 2 demeurent applicables.

Le Maître d’Ouvrage s’engage à fournir à l’Agence de l’Eau :
- les rapports intermédiaires et le rapport final de l’étude sous format papier et informatique,
- les comptes-rendus de réunion.

Le Maître d’Ouvrage s’engage à inviter l’Agence à toutes les réunions de suivi et de présentation aux élus de l’étude.

En cas de participations financières complémentaires de l’Etat et/ou du département, la Collectivité s’engage à en informer l’Agence en lui transmettant les montants respectifs de ces co-financements. La participation financière de l’Agence reprise au présent document est prévisionnelle et pourra être réduite conformément aux délibérations en vigueur.
TITRE II - CONDITIONS GENERALES

ARTICLE 5 : ENTRÉE EN VIGUEUR DE L'ACTE D'ATTRIBUTION
L'entrée en vigueur est fixée à la date de la notification du présent acte d'attribution par l'Agence au Maître d'ouvrage.

ARTICLE 6 : MODIFICATION EN COURS D'EXECUTION
Le Maître d'ouvrage ne procède à aucune modification des opérations définies dans le présent acte d'attribution sans autorisation préalable de l'Agence. Le Maître d'ouvrage doit informer l'Agence de toute modification de statut ou d'adresse le concernant ; en fonction, l'Agence peut prendre toutes dispositions adaptées. À défaut, ces modifications ne sont pas opposables à l'Agence.

ARTICLE 7 : CONTROLE DES OPERATIONS
L'Agence peut contrôler ou faire contrôler par un organisme de son choix la bonne exécution des opérations et leur conformité par rapport au projet financé. Cette vérification peut être réalisée sur pièces ou sur place, lors de l'exécution des opérations, ou après leur réalisation.

ARTICLE 8 - UTILISATION DES RESULTATS ET SUITE DONNEE AUX OPERATIONS
Le Maître d'Ouvrage s'engage à fournir à l'Agence tous renseignements utiles ou nécessaires à son information et autorise l'Agence à utiliser les résultats des études, essais, mesures ou expériences réalisés dans le cadre des opérations financées.
L'Agence s'engage à maintenir confidentielles les informations signalées comme telles par le Maître d'Ouvrage et dont elle aurait pu avoir connaissance au cours de la réalisation des opérations, à l'exception des données relatives aux rejets dans le milieu naturel.

ARTICLE 9 : DELAI DE DEMARRAGE DES OPERATIONS
Le Maître d'ouvrage s'engage à commencer l'exécution des opérations dans un délai maximum d'un an à compter de la notification du présent acte d'attribution. À défaut, l'acte d'attribution peut être résilié par décision unilatérale de l'Agence, après mise en demeure

ARTICLE 10 : DELAI D'ACHEVEMENT DES OPERATIONS
Le Maître d'ouvrage s'engage à achever les opérations et à fournir les pièces justificatives nécessaires au paiement de la participation financière dans un délai maximal de 3 ans à compter de la notification du présent acte d'attribution, sauf disposition contraire prévue dans les obligations particulières au titre I. Au-delà de ce délai, l'Agence pourra le déclarer caduc.

ARTICLE 11 : MODALITE DE PAIEMENT
Aucun paiement ne peut être effectué, si à cette date, le Maître d'Ouvrage n'a pas payé toutes les sommes dues à l'Agence, exigées par celle-ci et dont la date limite de paiement est dépassée. Les versements sont effectués sur présentation par le maître d'ouvrage d'un Relevé d'Identité Bancaire (RIB) et selon les modalités suivantes :

A) Pour les participations financières inférieures à 20 000 €, il n'est pas procédé à un versement d'acompte.

B) Pour les participations financières dont le montant est compris entre 20 000 € et 150 000 €, un acompte égal à 50 % du montant maximal de la participation financière est versé à la demande du maître d'ouvrage sur présentation d'un état d'avancement, précisant la date de démarrage des opérations, établi ou approuvé par le Maître d'Ouvrage et justifiant d'une réalisation d'au moins 50 % des opérations prévues.

C) Pour les opérations dont le déroulement est prévu par tranche aux articles 2 et 4 des conditions particulières du présent acte d'attribution, chaque tranche d'opérations sera l'objet d'un paiement unique sous forme d'acompte à la demande du maître d'ouvrage sur présentation d'un état de réalisation des opérations établi ou approuvé par le Maître d'Ouvrage et justifiant de la réalisation de cette tranche. Le solde sera versé après la réalisation de la dernière tranche des opérations.

Le solde de la participation financière est versé à la demande du maître d'ouvrage sur présentation d'un état des dépenses effectuées, reprenant notamment l'identification des entreprises ayant réalisé les opérations, le numéro et la date de chaque facture ou le décompte général définitif pour les marchés publics de travaux, la nature et le montant des dépenses. Cet état est certifié exact par le Maître d'Ouvrage et conforme à sa comptabilité. Il est signé par le Maître d'Ouvrage ou son représentant dûment délégué (signature, nom et qualité du signataire, cachet du Maître d'Ouvrage). L'Agence se réserve le droit de demander la production de factures, la justification de leur règlement.

Le paiement du solde de la participation financière est effectué au vu d'un certificat administratif établi par les services de l'Agence et visé par l'ordonnateur de l'Agence, constatant la réception et la conformité des pièces nécessaires au paiement et la réalisation conforme des opérations.

ARTICLE 12 : OBLIGATIONS D'ENTRETIEN
Le Maître d'ouvrage s'engage à utiliser et à entretenir conformément aux règles de l'art les installations financées par l'Agence dès leur mise en service, et accepter tout contrôle de l'Agence ou de ses mandataires à cet effet. À défaut du respect de cette obligation pendant une durée minimale de 7 ans, l'Agence pourra décider le remboursement de la participation financière versée en appliquant un abattement de 14,3 % par période de 12 mois consécutifs de fonctionnement normal constaté.

ARTICLE 13 : LITIGES
Les litiges qui peuvent intervenir à l'occasion de l'application du présent acte d'attribution relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Lille, 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 Lille Cedex. Tel : 03 59 54 23 42, Fax : 03 59 54 24 45.

Le Directeur Général de l'Agence
Par délégation
Le Directeur Adjoint
Marcus Bertrand GALTIER
Fiche : RS001
Dossier : 9902800

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PLATEAU PICARD
Communauté de communes

Priorité : opération isolée

Etude d’accompagnement au transfert des compétences Eau et Assainissement en 2018
Le montant de la dépense financement est établi sur la base d’un ratio de 15% du montant total éligible (part de population repris sur le bassin Artois-Picardie) soit 11 673€ (77 820€ x 15%)

Ligne : X120
Domaine : 2
Interlocuteur : A3167

60643 - TRICOT

Masse(s) d’eau principale(s) | Etat Actuel | Objectif
AR06 - AVRE | Bon (écol) 2013 | Bon état (écol) 2021

Contexte du projet :
La communauté de communes du Plateau Picard (CCPP), située dans l’Oise, regroupe 52 communes et totalise environ 26070 habitants dont 4430 sont rattachés au territoire du bassin Artois-Picardie. Elle est actuellement compétente en assainissement non collectif. Sur son territoire, la gestion de l'eau repose quant à elle actuellement sur 11 syndicats d'eau et 11 communes indépendantes, tandis qu'en matière d'assainissement collectif, la compétence actuelle est portée par 6 syndicats et 3 communes indépendantes.
Dans le cadre de l'application de la loi NOTRE, elle envisage de prendre les compétences eau et assainissement au 01/01/2018 et souhaite engager les études préalables à ce transfert de compétences dans les plus brefs délais.
Une demande de participation financière pour réaliser cette étude préalable a été transmise aux deux Agences de l'Eau concernées : AESN et AEAP. Pour un traitement équitable de cette demande, il est proposé de répartir les montants retenus au prorata des populations respectives : 85 % AESN (Seine-Normandie) et 15 % AEAP (Artois-Picardie)
Le présent dossier correspond donc au financement de la seule partie AEAP.

Localisation :
Communauté de communes du Plateau Picard

Eléments caractéristiques du projet :
Tranche ferme:
Phase 1 : Etat des lieux et diagnostics des services,
Phase 2 : Situation au regard de l'objectif de qualité du service type et mise à niveau des services,
Phase 3 : Proposition des modalités de transfert de compétences.

Tranches conditionnelles : accompagnement et préparation à la mise en œuvre du transfert de compétence et Suivi.

Dépôt de la demande | 28/06/2016 | Démarrage prévisionnel | 18/07/2016 | Fin prévisionnelle | 18/07/2019

Conclusions des services de l'Agence :
Le montant de la dépense financement est établi sur la base d’un ratio de 15% du montant total éligible (part de population repris sur le bassin Artois-Picardie)

Cofinancement : Aucun.
Garantie financière : N

<p>| Montant total de l'opération | 77 820,00 € |
| Montant éligible | 77 820,00 € |
| Montant finançable retenu | 11 673,00 € |</p>
<table>
<thead>
<tr>
<th>Nature</th>
<th>Montant prévisionnel finançable (€)(**)</th>
<th>Plafonné</th>
<th>HT / TTC</th>
<th>Participation financière (€)</th>
<th>Montant maximal</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>S 0 0 0 - Subvention</td>
<td>11 673,00 €</td>
<td>X</td>
<td>HT</td>
<td>50,00 %</td>
<td>5 836,00 €</td>
</tr>
<tr>
<td>TOTAL (€)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>5 836,00 €</td>
</tr>
</tbody>
</table>

(**) Soit Montant finançable, soit Montant finançable2

Obligations particulières du maître d'ouvrage :
Condition-type Etude